

La Cinquième Conférence régionale africaine des femmes de Dakar

Fatou Sow

Volume 8, Number 1, 1995

Femmes, populations développement

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/057827ar>

DOI: <https://doi.org/10.7202/057827ar>

[See table of contents](#)

Publisher(s)

Revue Recherches féministes

ISSN

0838-4479 (print)

1705-9240 (digital)

[Explore this journal](#)

Cite this article

Sow, F. (1995). La Cinquième Conférence régionale africaine des femmes de Dakar. *Recherches féministes*, 8(1), 175–183. <https://doi.org/10.7202/057827ar>

Article abstract

The United Nations Decade for Women was a period of consciousness raising and discussion for African women. The Decade promoted fruitful debates on women's concerns and priorities, as well as contacts and exchanges with women around the world who have a different discourse. The Fifth African Regional Conference held in Dakar, in preparation to the Beijing World Conference was a good opportunity to reflect on the struggles of African women, and on the progression from Mexico to Beijing, in their discourse from *participation* in development to the *right* to development.

La Cinquième Conférence régionale africaine des femmes de Dakar

Fatou Sow

La Cinquième Conférence régionale africaine des femmes de Dakar (Sénégal), qui s'est tenue du 13 au 23 novembre 1994, suivait une tradition. Ainsi, la Première Conférence régionale de Nouakchott (Mauritanie), en 1977, faisait suite à celle de Mexico en 1975. Mais toutes les autres conférences ont servi à préparer des sommets mondiaux. À cet effet, le continent africain avait réuni ses femmes, en 1979, à Lusaka (Zambie) pour Copenhague 1980, en 1984, à Arusha (Tanzanie) pour Nairobi 1985. De son côté, la Conférence de Dakar était un prélude à la Conférence mondiale des femmes de Beijing (septembre 1995).

De Nouakchott à Dakar, bien des discours ont coulé sous les ponts. Ce qu'il faut retenir de 20 ans de conférences mondiales des femmes, c'est la conquête pour les Africaines d'un *droit national et international à la parole*. En effet la, Décennie des Nations unies a été celle du *droit à la parole*, que ce droit ait été conquis ou offert, utilisé spontanément ou organisé, canalisé, voire censuré. On a toléré, libéré le discours des femmes sur les femmes. Les femmes ont pris ce droit, en toute liberté, en liberté surveillée ou sous la contrainte. Les nombreuses associations féminines, créées avant et durant la décennie, ont contribué, chacune à leur manière, à informer et à faire prendre conscience de l'oppression des femmes et proposé des solutions et des alternatives. Ces associations politiques, universitaires, professionnelles, culturelles, parfois féministes et même religieuses ont servi de tremplin aux débats des femmes sur elles-mêmes. La remise en question des statuts et rôles féminins fut, dès lors, promue à un niveau individuel et collectif qui n'était plus seulement celui des femmes du parti, des suffragettes et des féministes. Pendant toute une décennie, l'opinion africaine et internationale a été sensibilisée, alertée, voire prise à partie, sur les difficultés vécues par les femmes dans le monde. Durant cette période, nombre de gouvernements et d'organisations nationales et régionales du continent ont créé des structures particulières pour les femmes : Ministère et Secrétariat d'État à la Condition Féminine, Ministère du Développement social, Women's Bureau, etc. D'aucuns se sont moqués, d'autres se sont amusés, parfois passablement agacés que l'on s'occupât de la condition féminine. Pourquoi pas d'une condition masculine, les hommes étant, somme toute, aux premières loges dans des sociétés qui leur réservent obligations et privilèges ? Nombre de femmes ont été, elles-mêmes, sceptiques, souvent à juste titre, pour des raisons multiples : indifférence des masses les plus déshéritées, plus mobilisées par leurs stratégies concrètes de survie que par des actions prospectives dont elles ne saisissaient ni les objectifs, ni le calendrier incertain ou lointain; récupération par les pouvoirs politiques des mouvements féminins de revendication; hostilité de certains groupes, suscitée par des allégeances diverses d'origine culturelle, religieuse, politique et socio-économique. Mais, dans l'ensemble, le discours des femmes sur les femmes a été libéré. On a parlé,

débatu de tout entre femmes, dans de grandes assemblées et de petits cénacles, dans les quartiers, sur les places des villages.

Les conférences mondiales des femmes : la parole aux Africaines

En Afrique même, la première conférence, celle de Nouakchott (1977) réunissait des participantes qui s'étaient retrouvées à plusieurs occasions, sur le continent, pour discuter de la participation des femmes au développement. Il s'agissait de savoir quelle pouvait être la contribution des femmes à ce processus. Auparavant, la Conférence de Mexico avait été un choc, car elle dénonçait l'*oppression* des femmes, et celle des plus pauvres. Les Africaines avaient certes *dénoncé la marginalisation des femmes, mais différemment* tant dans le contenu que dans la forme, et surtout sans l'agressivité féministe dont elles se défendaient bien. Elles adopteront, en 1978, à Addis-Abeba (Éthiopie), un plan d'action pour l'intégration de la femme au développement. En 1979, à la Conférence de Lusaka (Zambie), elles formulaient des programmes et des stratégies pour en accélérer le processus. En 1984, à Arusha (Tanzanie), après avoir évalué les résultats de la Décennie des femmes, les représentantes des gouvernements africains élaborèrent les stratégies dites d'Arusha conçues comme « la contribution de l'Afrique aux stratégies prospectives pour la promotion de la femme ».

Les conférences mondiales des femmes sont des réunions gouvernementales, toujours précédées de celles des ONG. En 1975, au début de la Décennie, on compte des milliers d'associations africaines de femmes, mais peu d'ONG et de mouvements capables d'imposer le point de vue de l'Afrique des communautés sur le plan national et international. Aussi devant la puissance des mouvements occidentaux et surtout américains (É.-U.), les Africaines sont désarmées. Toutefois, elles arrivent mieux préparées à Copenhague, mais en position de défense contre l'impérialisme féministe. À Nairobi, en terre africaine, un dialogue s'amorce enfin entre ONG du Sud et ONG du Nord, entre les Africaines et les autres, entre les Africaines elles-mêmes. En dix ans de débats de fond sur les femmes, tout le monde s'accorde, aujourd'hui, sur la notion d'*oppression* des femmes, quitte à être en désaccord sur les modalités par ou dans lesquelles elle s'exprime. On peut donner quelques exemples.

Le *sexisme* a été l'une des idées les plus contestées des débats. À Copenhague, les déléguées d'Afrique, d'Asie, d'Amérique latine et d'Europe de l'Est refusèrent de considérer le sexisme comme la cause primordiale et universelle de l'oppression féminine. D'autres causes furent mises en évidence. Ainsi, dans le Tiers-Monde, les femmes pâtissaient d'abord des conséquences d'un ordre économique mondial inégal. L'assimilation entre le sexisme et le racisme fut récusée, comme les fronts de lutte qui associent parfois minorités ethniques et immigrées, prostituées et mouvements gais. Un compromis finit par être conclu avec la clause suivante : « dans un groupe de pays, la discrimination sur la base du sexe est appelée sexisme ». Toujours à Copenhague, ce fut au tour des gouvernements occidentaux, notamment les États-Unis, de refuser toute remise en question de l'ordre économique mondial dénoncé par le Tiers-Monde. Leurs représentantes rejetaient l'échange économique inégal et les distorsions de l'économie comme seules sources de l'oppression des femmes du Tiers-

Monde. Pour elles, cette accusation servait d'« alibi » à des pouvoirs qui n'avaient pas réussi à construire des sociétés économiquement viables et démocratiques. À la limite, il s'agissait d'une démagogie masculine qui déplace les revendications féminines sur les fantasmes de leurs élites souvent aussi oppressives que celles d'Occident qu'elles dénoncent. Il est vrai que peu d'Africaines désavouèrent l'ordre patriarcal qui pèse sur leur destin.

La sexualité fut un autre sujet de controverse. À Copenhague, les débats sur la clitoridectomie et l'infibulation ont dressé les Africaines contre les Occidentales. À la dénonciation, par ces dernières, des « mutilations » sexuelles, sur un mode souvent raciste, les premières avaient, en majorité, rétorqué : « Touche pas à mon pagne ! » et coupé court au débat. Un compromis sera trouvé à Nairobi, avec la condamnation des pratiques affectant la santé de la mère et de l'enfant, comprenant ainsi l'excision et l'infibulation, mais aussi les tatouages, le mariage précoce, le gavage, l'accouchement, etc. Alors que le droit à la liberté et à la jouissance sexuelles et le contrôle de la fécondité étaient des revendications primordiales des Occidentales, les Africaines se souciaient davantage du contrôle et de l'espacement des naissances, du droit à être soignées pour ne plus mourir en couches ni faire deux grossesses pour s'assurer une naissance vivante.

Aujourd'hui, les spécificités des unes et des autres semblent mieux comprises, et un certain consensus sur la lutte pour les droits des femmes et la solidarité se construit progressivement. Bien plus, le débat des Africaines s'est lui-même ouvert au débat global. Il y a puisé des sources d'inspiration. Il y a aussi projeté ses préoccupations et aspirations. La Conférence de Dakar doit être analysée dans cette perspective.

La Conférence régionale africaine des femmes de Dakar : vers Beijing 1995

Des succès et des échecs

Le premier succès est lié à la participation massive des femmes à la conférence des ONG qui s'est tenue à l'Hôtel de Ngor du 13 au 15 novembre. On attendait 1 500 participantes qui s'étaient inscrites selon la procédure habituelle et à l'avance. Près de 5 000 femmes se sont bousculées aux portes des aéroports, des avions, des hôtels, des salles et des tentes de la conférence. Au total 200 Guinéennes et Nigérianes ont dû affréter des avions de leur ligne nationale pour se rendre à Dakar, et ce fut le cas pour presque autant de Maliennes, de Zambiennes ou de Congolaises. Les Sud-Africaines étaient à elles seules près de 150. Venues tard à la citoyenneté et participant pour la première fois, depuis 50 ans, à une réunion de cette envergure, les Sud-Africaines de toutes races arboraient fièrement leur badge aux couleurs d'une nouvelle Afrique du Sud libérée de l'apartheid. Elles ont pris la parole à tous les forums. L'organisation matérielle de la conférence en prit un sérieux coup, car elle devint un échec. Tout le monde s'est plaint des conditions logistiques éprouvantes, des manques de badge, des pannes d'électricité, de la restauration défectueuse et chère, des conditions sanitaires déplorables, des transports urbains coûteux, des transports aériens désorganisés par la forte demande.

Durant cette période, le centre de conférence est devenu un espace presque exclusivement anglophone, au grand dam de la délégation française

venue à Dakar. L'organisation du forum des ONG avait été confiée à FEMNET, dont le siège est à Nairobi. Le poids de la présence anglophone a été ressenti jusqu'à la conférence gouvernementale où le document officiel, produit par la Commission économique pour l'Afrique des Nations Unies sur la base des rapports nationaux, a été écrit en anglais, puis traduit en français. Une fois le document final discuté en anglais, les organisatrices et les organisateurs eurent bien du mal à en produire la version française.

Le plus grand échec de la conférence fut l'expulsion *manu militari* de délégations présentes à Dakar. La Conférence régionale africaine avait été, comme on le verra plus loin, un espace de mouvements et d'expressions pluriels jusqu'à ce que la Ministre de la Femme, de l'Enfant et de la Famille du Sénégal décide d'en expulser d'abord les Sahraouies et des participantes mauritaniennes, en assumant pleinement et avec arrogance la décision et oubliant que la conférence se tenait sur un espace devenu international. La décision faisait suite à des joutes et heurts politiques entre délégations. Tout d'abord, les Sahraouies étaient conduites par l'épouse du président du Sahara occidental en butte, on le sait, aux prétentions du pouvoir marocain sur le territoire anciennement espagnol. Au cours d'un débat, elles ont dénoncé les violences du gouvernement marocain sur les populations, notamment sur les femmes. À la suite des pressions de la délégation marocaine relatives à la présence de représentantes d'un État illégal, les Sahraouies furent expulsées, le troisième et dernier jour du Forum des ONG, malgré les protestations fusant de toutes parts. Les Mauritaniennes subirent le même sort. Dans leur cas, il s'agissait des épouses d'opposants au régime en pouvoir à Nouakchott qui avaient été exécutés pour tentative de complot, en 1992. Elles s'étaient présentées sur toutes les scènes internationales où elles pouvaient dire leur fureur et leur désespoir. Je les avais rencontrées à la Conférence des droits humains à Vienne (Autriche) en 1993. Leur méthode : tenir des conférences de presse et faire du *sit-in* en silence. Il était déjà scandaleux que le Sénégal accepte la présence de policiers mauritaniens en civil. La décision d'expulser celles que l'on appelait les « veuves », après les plaintes de la délégation officielle mauritanienne, fut ressentie comme un camouflet à la dignité et à la liberté des femmes par la majorité des participantes à la Conférence. Les Sénégalaises s'étaient senties particulièrement touchées, en raison du conflit survenu entre les deux pays en 1989. Des incidents frontaliers dans la vallée du fleuve Sénégal qui sépare les deux pays et les émeutes qui ont suivi ont tué des milliers de personnes en Mauritanie. On reproche au pouvoir militaire d'avoir organisé, sinon laissé faire les massacres. Des milliers de ressortissantes et de ressortissants mauritaniens d'ethnies hal pulaar, soninké et wolof ainsi que d'immigrantes et d'immigrants sénégalais ont été expulsés de leurs terres et de leur demeure. Des représailles ont suivi au Sénégal et en Mauritanie où des personnes travaillant généralement dans le commerce, la boucherie ou l'orfèvrerie, en ont fait les frais. Certaines y ont perdu la vie, d'autres leurs biens, et des milliers d'entre elles ont été expulsées. La querelle entre les deux pays couvrait, en fait, un conflit intérieur, politique et racial plus grave, qui oppose le pouvoir maure (*beydaan*) aux autres communautés hal pulaar et soninké habitant le long de la vallée.

Manifestement la Ministre de la Femme, de l'Enfant et de la Famille n'avait pas pris le temps de s'asseoir sous les « tentes de la liberté¹ », à Ngor. Elle aurait certainement déclaré *persona non grata* l'ensemble des participantes, toutes opinions confondues. Les débats, aussi bien des ONG que des délégations gouvernementales, ont été on ne peut plus sérieux et conflictuels. Les Africaines ont dénoncé ce qui les opprime en tant que femmes et citoyennes. Leurs revendications reconnues par les Nations Unies ont conduit celles-ci à leur consacrer une décennie.

Les débats de la Conférence régionale africaine des femmes

Pendant les trois jours du Forum, les débats ont été intenses. Au cours de multiples ateliers, les femmes ont dénoncé l'inégalité entre les sexes, persistante malgré la ratification, par de nombreux pays, des conventions internationales en vue de l'égalité. Elles se sont élevées contre les discriminations raciales ou ethniques, politiques, économiques, culturelles et religieuses. Elles ont débattu de la crise des pouvoirs politiques, des dictatures et des luttes pour la démocratie, des guerres civiles ou contre la population civile, des déportations, des tortures, de la crise économique. Elles accusent les dirigeants africains d'avoir contracté la dette sans en avoir rendu compte à leur peuple et d'avoir accepté, sans les négocier, les politiques d'ajustement structurel et la dévaluation de leur monnaie. Elles ont dénoncé les difficultés d'accéder, en tant que femmes, au pouvoir économique, au crédit, à la technologie, à l'éducation, à la formation scientifique. La domination exercée sur les femmes au nom de la tradition et de la culture, de la religion et de l'idéologie patriarcale sous ses diverses formes, en matière de droits juridiques, de santé, de reproduction, de contrôle du corps féminin ou de mutilations sexuelles, a été au centre des débats. Les participantes ont discuté, critiqué sans faire de concessions, en toute liberté.

Quelques ateliers clés ont marqué le débat d'idées au cours de la conférence. Nous en citerons quelques-uns : l'atelier de Dawn (Development Alternative with Women for a New Era); celui du réseau « Femmes sous lois musulmanes »; le Forum des affaires.

DAWN : Les cadres économiques alternatifs : quelles perspectives pour les femmes en Afrique ?

Fondé au début des années 1980 par un groupe de chercheuses et de militantes féministes du Sud (Asie, Amérique latine, Caraïbes et Afrique), DAWN tenait sa première réunion, en Afrique, dans le cadre de la Conférence régionale africaine, sur le thème « Les cadres économiques alternatifs pour l'Afrique ». À cette réunion, une trentaine d'Africaines avaient été invitées pour réfléchir sur ces nouveaux cadres. Des membres du comité de coordination avaient rejoint le forum, notamment Peggy Antrobus, coordonnatrice générale, Devaki Jain, membre fondatrice du réseau, et Gita Sen, responsable du programme de recherche sur les cadres économiques alternatifs.

De Nairobi (1985) à Beijing (1995), les débats sur les femmes et les questions majeures concernant le développement, la crise politique, économique

1. Pour pallier le manque de salles, de grandes tentes avaient été dressées, dans les jardins de l'hôtel, pour abriter les ateliers.

et sociale ont connu une certaine évolution. Le débat est passé de la marginalisation des femmes et de leur nécessaire intégration au développement à l'idée que les femmes étaient partie intégrante de ce processus par leurs activités de production et de reproduction et que, en fait, les schémas de développement reproduisaient, voire renforçaient les rapports d'inégalité entre les sexes et la pauvreté. D'autres voix se sont révélées nécessaires, notamment celles des Femmes du Sud pour le XXI^e siècle. DAWN donnait une vision alternative des questions essentielles telles que celles de classes et de genre dans les modèles de développement qui se traduisaient dans l'inégalité dans l'accès aux ressources, l'impact désastreux des politiques en matière de population et surtout le poids de la dette. Le réseau mettait en exergue les crises multiples des systèmes politiques et économiques contemporains, les échecs de ces modèles de société alors que le potentiel des femmes est immense.

À Dakar, les participantes se sont penchées sur les grands moments de réflexion de la Décennie des femmes. Ainsi, la conférence tenue à Mexico dressait le constat de la misère des femmes : discrimination, oppression, pauvreté, mise en exergue des femmes du milieu rural, d'où les politiques d'allégement des travaux féminins : moulins à mil, par exemple. À Copenhague, c'est la politisation des débats. La question des femmes ne peut plus être débattue en dehors des grandes questions politiques, telles que le rôle du patriarcat pour les Occidentales, le rôle de l'échange économique inégal, d'un ordre international oppressif, de la dépendance du Tiers-Monde; les Africaines, qui ont lutté contre le pouvoir colonial, refusent à ce moment-là de reconnaître leur oppression intériorisée (excision refusée). La lutte idéologique est intense entre les féministes occidentales et les autres femmes qui veulent revendiquer leur propre forme de lutte. Par ailleurs, Nairobi 1985 fait le bilan de dix ans de débats sur la cause des femmes, de la prise de conscience des gouvernements parfois un peu obligés par les organisations internationales. C'est la mise en place de stratégies d'action. En 1985, on parlait très peu des programmes d'ajustement structurel et de leur impact sur les systèmes économiques et sociaux africains. Aujourd'hui, ces questions sont au cœur du débat. La croissance économique se situe au niveau le plus bas. Les pays les plus pauvres du monde sont sur le continent africain, et ce, malgré l'énorme potentiel du continent. Beijing 1995, dix ans après Nairobi, va évaluer 20 ans de politiques, à l'égard des femmes, mais aussi donner de nouvelles perspectives.

Alors quel nouveau bilan, mais surtout quelles nouvelles perspectives, se sont demandé les participantes à la réunion de DAWN ? La réflexion ne peut être menée sans se référer au contexte mondial global, sans analyser ce qui a changé, et ce qui est resté le même. Sans ce constat de situation et un débat dans ce cadre, les solutions alternatives demeurent problématiques. L'inégalité des revenus entre pays croît continuellement. Les pays riches ne cessent de s'enrichir et les pays pauvres de s'appauvrir et leurs relations d'échanges économiques sont de plus en plus inégales. Aussi le remboursement de la dette fait que, entre 1982 et 1992, 242 milliards de dollars américains ont été transférés des pays dits pauvres vers les pays riches. Les conditions économiques difficiles ont amené 35 millions de personnes à émigrer vers le Nord. La fuite des cerveaux est une réalité compte tenu du désastre de plusieurs universités au Sud. Les diplômées et les diplômés africains d'universités du Nord ne reviennent pas. On constate que 60 p. 100 des médecins ghanéens formés

dans les années 1980 vivent à l'étranger, et qu'il y a plus de médecins béninois travaillant dans la banlieue parisienne qu'au Bénin. Par ailleurs, l'effondrement des cours de produits de base ou d'exportation, comme le café, le cacao a été tel que, vers la fin des années 1990, le président Houphouët-Boigny, de Côte-d'Ivoire, a bloqué sa production de café. Mais on a joué les pays les uns contre les autres : le café ivoirien contre le café brésilien, les productions africaines contre les productions d'Asie du Sud-Est. Le sous-développement reproduit l'inégalité et la pauvreté. Enfin, le déséquilibre de la sécurité alimentaire, la dégradation de l'environnement ont aggravé la crise.

L'idéologie a aussi joué un très grand rôle dans le contexte politique contemporain. La chute du mur de Berlin, les totalitarismes d'Europe de l'Est, la reconnaissance des luttes démocratiques sont des événements politiques significatifs. On note aussi la rupture des identités nationales, des espaces politiques construits sur la négation des identités ethniques, la marginalisation de la jeunesse, la désintégration sociale dans les pays du Nord et du Sud. L'instabilité n'a jamais été aussi grande sur le continent, alors que l'on assiste à la fin de la guerre froide, à une émergence du discours démocratique. La démocratie n'est-elle pas devenue une « conditionnalité » de la Banque mondiale ? Dans son bilan au sommet franco-africain de Biarritz, en 1994, le président français, François Mitterand, se targuait d'en avoir lancé l'idée au sommet de La Baule de 1990. Le continent africain est en proie à des agitations graves : conflits dits « ethniques », qui sont en fait des conflits axés sur la question du pouvoir (Somalie, Angola, Mozambique, Rwanda, Burundi, Liberia, Casamance); mais également émergence du fondamentalisme avec ses conflits qui secouent l'Algérie, le Soudan, etc. Cette même idéologie en crise et ses conséquences font que, aujourd'hui, les blocs en compétition ne sont plus l'Est et l'Ouest. C'est l'Amérique contre le Japon. D'autres blocs commerciaux s'érigent : NAFTA, ACEMA, CEE, etc. À quand l'Afrique des sous-régions (CEDEAO, OUA) est-on en droit de se demander ? La Conférence mondiale des femmes va se tenir à Beijing, dans la Chine du marché, car la situation internationale au niveau politique, économique a beaucoup évolué.

Ainsi, ce qui a changé ou s'est exacerbé et va, en tous cas, sous-tendre les débats à Beijing, c'est, pour les Africaines, l'impact des politiques d'ajustement structurel. La Banque mondiale l'a si bien compris que, durant le Forum des ONG de Dakar, elle a tenu plusieurs ateliers sur les différents programmes d'ajustement structurel. En 1985, on en avait très peu tenu compte. Les débats avaient surtout porté sur la marginalisation des femmes dans le processus de développement.

Alors que les femmes, en Afrique et dans le monde, luttent pour leurs droits, ces droits ne pourront se réaliser que si la réflexion et l'action portent sur ces grandes questions : Quel développement, quelle croissance ? Quelle exploitation de nos ressources ? Quelle politique ? Quel État ?

Le réseau Femmes sous lois musulmanes

Créé il y a une dizaine d'années, le réseau Femmes sous lois musulmanes, dont la coordination est à Grabels, près de Montpellier (France) regroupe des membres originaires du monde musulman en Asie, au Moyen-Orient et en Afrique. Le mouvement est né de la conscience de musulmanes qu'elles étaient l'objet de lois et règlements discriminatoires, d'où l'objectif du

projet : combattre les aspects les plus oppressifs des lois concernant les femmes et promouvoir les lois qui permettent aux femmes de jouer un rôle plus concret et plus constructif dans leur société.

L'atelier de Dakar, intitulé « Femmes sous lois musulmanes : problèmes et perspectives », se tenait dans un contexte africain où l'islam fait l'objet de débats plus ou moins virulents, selon les pays, sur l'islam comme religion de libération ou d'oppression des femmes. Ainsi, les Algériennes ont fait le procès du mouvement intégriste meurtrier. Les Nigériennes ont parlé de leur appréhension devant la montée du même mouvement dans un pays dont l'échiquier politique est bouleversé par près de 20 ans de régime militaire. La présence, à l'atelier, de Soudanaises des ONG et de membres de la délégation officielle de cette République islamique où la *Sharia* a force de loi a suscité un débat houleux entre partisans de la liberté religieuse et adeptes d'un islam pur et dur. Les Mauritaniennes ont soulevé un problème poignant. La République islamique de Mauritanie n'a aboli officiellement l'esclavage qu'en... 1980. Certaines participantes d'origine haratine (esclave) ont dénoncé leur triple oppression en tant que femmes, musulmanes et d'ascendance servile. Bien sûr, la délégation officielle s'est insurgée contre de telles accusations. Mais l'ensemble des participantes ont reconnu la nécessité pour les musulmanes (et les musulmans) qui ne veulent pas renier leur foi de dénoncer le pouvoir patriarcal, de discuter des dogmes qui les oppriment et de remettre en question l'utilisation abusive faite par les milieux politiques du discours coranique.

Le Forum des affaires

Si le pouvoir économique des femmes a été longuement débattu dans les ateliers, la façon d'y parvenir a été au centre des discussions du Forum des affaires. Un constat global a été fait par le secrétaire exécutif de la Commission économique pour l'Afrique (CEA). L'Afrique participe pour 1,5 p. 100 dans le commerce mondial, alors qu'elle représente 12 p. 100 de la population mondiale. Elle ne transforme pas les ressources qu'elle exporte et ne produit pas ce qu'elle consomme, d'où la nécessité de construire un tissu économique cohérent qui attire les investissements et favorise les échanges nationaux, régionaux et internationaux. L'Afrique constitue un marché de 600 millions de personnes, dont 350 millions de femmes. Et le secrétaire a conclu : « Les femmes entrepreneures ont un rôle majeur à jouer dans ce processus, à travers les parlements, à travers l'opinion publique et les médias. »

Les femmes d'affaires réunies au Forum ont posé des problèmes concrets. Rappelant leur contribution à l'économie africaine, elles ont déploré le manque d'information sur le plan commercial et financier, les difficultés d'accès au crédit, la dévaluation des monnaies, les montants exorbitants des taux d'intérêt, la complexité des procédures administratives, fiscales et douanières, les tracasseries frontalières, etc. Peu de recommandations résultant des conférences africaines et internationales sont effectivement appliquées. Le débat mené par les femmes d'affaires africaines s'est achevé par un plaidoyer pour un vrai Plan Marshall pour l'Afrique sous l'égide des pouvoirs publics, des bailleurs de fonds du secteur privé et avec leur propre participation.

La plate-forme d'action pour Beijing

La réunion gouvernementale de la Cinquième Conférence régionale africaine s'est tenue juste après le Forum des ONG. Elle devait discuter la proposition de plate-forme d'action réalisée par la Commission économique pour l'Afrique et conçue à partir des rapports nationaux. Au terme des débats, la réunion devait, tout en tenant compte des recommandations issues du Forum des ONG, produire la plate-forme finale qui serait la contribution de l'Afrique à la Conférence mondiale des femmes de Beijing. Le document de la CEA a aussi reçu la collaboration d'organisations présentes. Le groupe DAWN a ainsi été invité à participer à l'élaboration de la version de la plate-forme à faire discuter par les expertes et les experts gouvernementaux. Le grand reproche fait à la première version du document a été de ne pas avoir tenu compte de certains problèmes graves qu'affrontent les populations africaines et les femmes (notamment les politiques d'ajustement structurel et la dévaluation des monnaies) et d'avoir arrondi bien trop d'angles qui pouvaient heurter la susceptibilité des pouvoirs africains.

La conférence gouvernementale a d'abord recensé les principaux domaines de préoccupation des femmes : la pauvreté, la sécurité alimentaire et le renforcement de leur pouvoir économique; l'éducation, la formation, la science et la technologie; la culture, la famille et la socialisation; la santé de la femme, la planification familiale et la population; l'environnement et la gestion des ressources naturelles; les responsabilités sur le plan politique; les droits reconnus à la femme par la loi et ses droits humains; la paix; l'élaboration et l'utilisation généralisées de données désagrégées par sexe. Elle a ensuite construit une plate-forme d'action autour de ces préoccupations, en tenant compte des stratégies prospectives d'action de Nairobi 1985, du cadre économique alternatif en réponse aux programmes d'ajustement structurel réalisé par la CEA, de la Déclaration d'Abuja (Nigeria) sur les femmes africaines de 1990 et d'une multitude d'autres recommandations émises durant les conférences panafricaines.

Il est difficile de résumer en quelques pages un document qui en compte une cinquantaine. Disons simplement que les recommandations des ONG et des associations de femmes en vue d'accorder plus d'importance aux femmes dans l'agriculture, de reconnaître l'influence de la religion, de se pencher mieux sur la santé et les droits de la reproduction, de renforcer le pouvoir des femmes, de mieux prendre en considération les besoins des fillettes, des jeunes filles et ceux des femmes qui ont des besoins particuliers ont fait l'objet de très riches débats. De même, les participantes se sont inquiétées des moyens de mobiliser les ressources et de trouver les mécanismes adéquats pour promouvoir les programmes en faveur des femmes.

La Conférence, après bien des péripéties et des déboires, s'est achevée sur des espérances mitigées (quel sera le sort réservé au document final ?) et sur la conviction que les femmes du continent africain peuvent et doivent prendre leur destin en main.

*Fatou Sow
CNRS, Paris
Université Cheikh Anta Diop, Dakar*